

IRAK La guerre de 2003, une erreur historique

Il y a vingt ans, le 9 avril 2003, Saddam Hussein était renversé par l'armée américaine. L'invasion des États-Unis a créé le chaos dans le pays, et entraîné des conséquences désastreuses à l'intérieur et hors du Moyen-Orient.

Par Frédéric Niel

VINGT ANS APRÈS, les historiens en débattent encore : pourquoi donc les États-Unis ont-ils attaqué l'Irak en 2003 ? Pas pour le pétrole : ils n'avaient pas besoin d'envahir l'Irak pour peser sur les cours mondiaux. Ni pour un prétendu soutien de Bagdad au terrorisme islamique ou pour l'empêcher de développer des armes de destruction massive (chimique, biologique, atomique). Nul n'a oublié le général Colin Powell, chef de la diplomatie américaine, brandissant à l'Assemblée générale des Nations unies, le 5 février 2003, une fiole censée contenir de l'anthrax d'origine irakienne. Un mensonge éhonté de l'administration Bush, qui allait entacher la crédibilité des États-Unis pour longtemps.

Aussi étrange que cela puisse paraître, la réponse est à chercher dans les fantasmes des dirigeants américains de l'époque, concluent la plupart des experts. Rappelons le contexte. Après le 11 septembre 2001, l'armée américaine renverse les talibans d'Afghanistan qui protégeaient Oussama Ben Laden, fomenteur des attentats. Mais cette victoire rapide ne suffit pas à étancher la soif de vengeance des Américains, qui, en outre, ont laissé échapper le chef d'Al-Qaïda. Qui frapper ensuite ? Pas l'Arabie saoudite – d'où viennent

plusieurs des terroristes – car son gouvernement est un précieux allié. Il faut régler le problème irakien suggèrent alors les « néoconservateurs », un courant politique influent à Washington. Le Président, George W. Bush, ne demande pas mieux. Celui-ci est le fils d'un précédent Président, George H. Bush, qui avait déjà livré une guerre à Saddam Hussein, en 1991, pour libérer le Koweït, sans aller jusqu'à renverser le dictateur irakien. « Depuis, les néoconservateurs espéraient "terminer le travail", précise Myriam Benraad¹, professeure

à l'université internationale Schiller, à Paris. La CIA (services secrets américains) avait incité des militaires irakiens à tenter un putsch. Sans résultat. »

Après l'éclatement de l'Union soviétique en 1991, les États-Unis, devenus unique « hyperpuissance » sur la planète, « se croient tout permis » pour étendre l'ordre américain, rappelle Didier Billion², directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). « Les néoconservateurs pensaient vraiment que les États-Unis pourraient imposer la démocratisation du Proche-Orient par la force », s'étonne-t-il encore. Un maître à penser des « néocon » prônait même une « instabilité constructive », censée déboucher sur un équilibre régional nouveau. Un délire pris au sérieux à Washington,

Le 9 avril 2003, le régime de Saddam Hussein chute. Le dictateur sera capturé par les militaires américains en décembre, dans une cachette souterraine près de Tikrit, ville du nord du pays.

770
milliards
de dollars environ
ont été alloués
par le Pentagone
en neuf ans
aux opérations
en Irak.

Source : AFP.



malgré les appels à la raison des alliés français et allemand. « Après leur guerre éclair, les États-Unis pensaient confier l'administration à une opposition qui est apparue soit inexistante soit défaillante », poursuit la politologue Myriam Benraad.

Le terrorisme s'est aggravé

L'ignorance américaine des réalités du pays débouche alors sur des décisions contre-productives. Le diplomate américain Paul Bremer, qui dirige le pays après l'invasion, multiplie les erreurs lourdes de conséquences. Il dissout l'armée, la police et le parti Baas de Saddam Hussein, se privant de relais indispensables pour assurer la continuité de l'État. L'anarchie s'étend. De nombreux ex-officiers irakiens rejoignent des groupes rebelles, souvent d'obédience islamiste. Certains donneront naissance au groupe État islamique (Daech), qui s'emparera d'une partie de l'Irak et de la Syrie entre 2014 et 2017, et commettra des attentats dans le monde et en France à partir de 2015. Et ainsi aggravera la menace terroriste que les États-Unis prétendaient juguler.

Par leur intervention, les soldats américains libèrent les Irakiens d'un dictateur mais leur brutalité, souvent motivée par la peur, leur aliène l'opinion publique. Ils sont vite perçus comme une puissance d'occupation honnie – aujourd'hui, la plupart sont repartis, même s'il reste des conseillers militaires pour aider le gouvernement face aux groupes terroristes. Ironie de l'histoire, ce chaos profite à l'Iran chiite, vieil ennemi des États-Unis. Les élections de 2005 en Irak permettent à la majorité chiite d'accéder au pouvoir, que Saddam Hussein, sunnite, leur refusait. L'influence de Téhéran s'impose par l'intermédiaire de milices armées et de leaders irakiens chiites revenus

•••

de leur exil iranien. Une guerre civile éclate entre chiïtes et sunnites, et à l'intérieur de chaque groupe. Les chrétiens, laminés par les violences, fuient le pays par milliers, alors qu'ils bénéficiaient d'une relative protection sous l'ancien régime.

Chaos confessionnel

En 2019, des manifestations massives contribuent néanmoins à réduire l'influence iranienne. Car, explique le chercheur Didier Billion, « il existe malgré tout un fort sentiment national irakien. Même des chiïtes peuvent critiquer le rôle excessif de l'Iran. » Mais il est difficile de revenir en arrière. D'autant que le poste de Premier ministre est désormais réservé à un chiïte, la présidence du Parlement à un Arabe sunnite et la présidence de la République (honori-fique) à un Kurde sunnite.

« Les gouvernements actuels résultent de partenariats ponctuels entre clans ethno-confessionnels », note Didier Billion. Ces clans recourent à des milices armées pour peser dans les « débats », dont l'enjeu principal est le partage des ressources de l'État. Et dans cet échiquier compliqué, la corruption généralisée freine toute tentative de reconstruction d'une économie viable, en dehors du secteur pétrolier, qui assure 90 % des exportations. Nul ne se hasarde aujourd'hui à prévoir un retour à la stabilité et la prospérité.

Citant notamment l'exemple de la Libye en 2011, la politologue Myriam Benraad enjoint les gouvernants à ne pas oublier la leçon de l'Irak : « On ne peut pas changer un régime, même dictatorial, par une intervention militaire extérieure car elle créera un chaos pire encore. » ■

1) Autrice de *L'Irak par-delà toutes les guerres*, Éd. Cavalier bleu, 208 p. ; 13 €.

2) Auteur de *Géopolitique des mondes arabes*, Éd. Eyrolles, 207 p. ; 17,90 €.

La chronique d'Olga Lossky

Écrivaine française d'origine russe et de tradition orthodoxe, elle vit actuellement à Paris. Une semaine sur trois, elle nous livre son regard sur l'actualité.



BRUNO LEVY

Les ordures, face cachée du consumérisme

Ces dernières semaines, les trottoirs de plusieurs grandes villes de France ont progressivement pris l'allure de décharges à ciel ouvert. Nos trajets les plus quotidiens se sont transformés en parcours du combattant entre des barricades de sacs-poubelles, poisseux sous les semelles et nauséabonds aux narines. En quinze jours de grève des éboueurs et de blocage des lieux d'incinération, plus de dix mille tonnes de déchets se sont accumulées sur le pavé parisien. Ces pyramides de rebuts, paradis des rongeurs, sont comme l'étalage de vérités intimes que nous préférons habituellement ignorer.

Elles auront eu le mérite de nous rappeler que ce que nous considérons comme une situation normale

– une rue propre et déblayée – nécessite l'intervention quotidienne d'une armée de l'ombre, silhouettes en combinaisons vertes s'activant dans le petit jour derrière les bennes de ramassage. Un métier parmi les plus pénibles, où la surmortalité est éloquente sur les conditions de travail pour rendre chaque matin les trottoirs simplement praticables.

Ces objets disséminés sur le bitume, qui n'intéressent plus que les rats, nous révèlent aussi une autre réalité : les conséquences de nos appuis répétés sur la pédale de la poubelle. Geste civilisationnel auquel il est difficile d'échapper, sinon à choisir un mode de vie d'ascète campagnard, tendance récemment plébiscitée par divers témoignages de familles « zéro déchet ». N'y aurait-il pas cependant une demi-mesure citadine à trouver pour que l'effort de sobriété puisse être accessible à tous et ainsi porter ses fruits ? Entre le refus du suremballage, l'acquisition privilégiée de produits de seconde main, la mise en place de composts collectifs, les solutions ne manquent pas en vue de réduire l'amoncellement quotidien que nous produisons en temps normal sans en avoir conscience. On peut rêver d'un jour où nos éboueurs se retrouveront au chômage technique et transformeront leur combinaison verte en salopettes de jardiniers spécialistes du compost urbain. ■